

entreprises. Ils mettent davantage l'accent sur l'éducation et la formation et de nouvelles possibilités intéressantes apparaissent dans les domaines de la consultation, de la formation, des services financiers et de gestion, du fait des programmes de privatisation.

Dans le cadre d'un programme proactif d'expansion du commerce, le Canada concentrera ses efforts dans des projets commerciaux portant sur des secteurs précis, qui privilégieront le financement multilatéral et commercial et les missions spécialisées vers les pays qui nous intéressent le plus. Nous nous efforcerons d'atteindre notre objectif, c'est-à-dire de mieux faire connaître les ressources canadiennes en Afrique et les débouchés qu'offrent les marchés africains au Canada, en réalisant un programme de communication qui s'adressera aux milieux d'affaires canadiens et africains.

La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale continueront d'être les principales sources de financement, surtout pour les projets qui entrent dans le cadre des programmes nationaux de réforme économique et de restructuration industrielle. Nous nous efforcerons tout particulièrement d'aider les entreprises canadiennes à tirer parti des occasions que ces programmes fourniront. Ceci s'applique aussi au financement de projets en vertu des programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), surtout de ceux de la Direction générale du partenariat canadien. La politique de prudence de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), qui découle de l'application de critères utilisés à l'égard des pays éprouvant des difficultés avec le remboursement de leur dette, et l'accès limité au financement à des conditions de faveur nécessiteront la mise en place de nouvelles sources de financement.

Les pays d'Afrique qui intéressent particulièrement le Canada sont les pays d'Afrique du Nord, le Nigéria, le Gabon, l'Angola, le Kenya, le Zimbabwe, le Cameroun, la Zambie, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire. Du point de vue sectoriel, nos efforts porteront surtout sur les secteurs du pétrole et du gaz, de l'agro-alimentaire, des transports, des télécommunications, de l'exploitation minière, de la production et du transport d'électricité, ainsi que des services de gestion et de consultation. L'infrastructure industrielle, l'énergie, le matériel et les services informatiques, l'éducation et la formation, ainsi que le développement des pêcheries seront également au nombre des activités prioritaires entreprises dans certains pays.

Au cours des quelques prochaines années, le développement économique de l'Afrique devrait offrir d'importantes possibilités dans plusieurs secteurs pour les exportateurs canadiens de biens et de services, qui pourront prendre appui sur les progrès réalisés ces dernières décennies et explorer de nouveaux débouchés, notamment les importations d'Afrique lorsqu'elles seront économiquement réalisables.